

le **cnam**



Les Cahiers du Lise
n°15, 2018

**Travailleurs et syndicat : une recherche sur les ouvriers
métallurgiques et les luttes syndicales dans le territoire stratégique de
Suape, au Pernambouc**

Victor de Oliveira Rodrigues
**Doctorant à l'école doctorale de sociologie de l'Université Fédérale de
Paraíba (UFPB - Brésil).**

Travailleurs et syndicat : une recherche sur les ouvriers métallurgiques et les luttes syndicales dans le territoire stratégique de Suape, au Pernambouc

Victor de Oliveira Rodrigues¹

Introduction

« Ceci est mon premier emploi. Avant j'étais une femme au foyer, je suis maintenant soudeur métallique dans le chantier naval de l'Atlantic Sud, qui construira de grands bateaux. Le président Lula qait ce que cela signifie. Je me sens honorée de faire partie de tout ceci, en sachant que chacun de ces bateaux auront un peu de moi » (2008).²

« Je ne pensais pas que les choses allaient être si mauvaises en si peu de temps. J'ai marché à côté du président Lula sur le chantier naval et nous avons l'espoir que l'industrie de la construction navale renaîtrait avec succès » (2015).³

Le chantier naval Atlantic Sud (*Estaleiro Atlântico Sul* - EAS) a été mis en service en 2008 sur le Complexe Industriel et Portuaire de Suape (CIPS). Dans la même année, le pôle naval du CIPS comptait 1.508 milliers de travailleurs. Le plus grand nombre d'embauches a eu lieu en 2013 avec 10.684 nouveaux contrats de travail. En 2014, le Brésil et, en particulier,

¹Doctorant dans l'école doctorale en Sociologie de L'Université Fédérale de Paraíba (UFPB - Brésil). Membre du laboratoire d'étude et recherches en politiques publiques et travail (LAEPT/UFPB) <http://www.cchla.ufpb.br/laept/>. Titulaire d'une bourse d'études du gouvernement Brésilien, octroyée par la Fondation Capes, pour poursuivre des études de séjour de formation de Doctorat au Lise, Cnam (2017-2018) sous la supervision de Christian Azaïs. E-mail : rodriguesvictorr@gmail.com

² Cette ouvrière a été responsable de la coupe symbolique de la première plaque d'acier du chantier naval Atlantic Sud, un événement auquel a participé le président de la République. Reportage publié dans le Jornal do Comércio de Pernambuco le 23 septembre 2008.

³ Témoignage publié sur <http://especiais.jconline.ne10.uol.com.br/documento-suape-2015/>. Accès le 29/12/2017.

l'état de Pernambuco, siège de Suape,⁴ a été frappé par une grave crise économique et le nombre de travailleurs du chantier naval chutait à 4 926 en 2016.

Les deux déclarations contenues dans le préambule de la présente section, opposées, sont d'une seule et même ouvrière et sont exemples de la montée de la crise du chantier naval de l'Atlantic Sud (EAS), du complexe industriel et portuaire de Suape (CIPS), ainsi que l'orientation (nouvelle) développementaliste qui a guidée le passage récent du Parti des travailleurs (PT) sur la présidence du gouvernement brésilien et la crise économique qui s'aggrave actuellement sur le gouvernement fruit du *impeachment* (coup d'état).

Responsable pour la découpe de la première plaque d'acier sur l'EAS, qui a eu lieu en 2008, avec la présence du président Lula, et plus tard au chômage en 2014, la trajectoire de travail (soudeur) de Josenilda Maria da Silva, 36 ans, peut être considéré comme un cas emblématique des changements survenus dans le territoire Suape.

Le cas de l'émergence et de la crise de l'industrie navale du Pernambuco est essentiel pour comprendre les récents changements qui ont eu lieu. Entre 2008 et 2016, qu'est-ce que a changé au Brésil?

Et au Pernambuco, plus précisément dans le Complexe Industriel et portuaire de Suape ? Quel est le profil de cette nouvelle catégorie de travailleurs navals? Quels ont été (sont) les défis que l'émergence de ce groupe a posée pour le syndicat sur place de la catégorie? Quelle est la dynamique de l'interaction entre les représentés et les représentants? Ici nous ne prétendons pas répondre à ces questions de manière exhaustive, cette recherche est en cours de développement, mais nous voulions seulement indiquer, au regard de l'analyse du monde du travail et du syndicalisme, quelques éléments qui nous aident à comprendre en partie les transformations survenues et mentionnées.

Notre hypothèse est que, face à la crise, le pouvoir syndical n'a pas disparu mais il est en train de se reconfigurer, voire de se renouveler sur le plan de la structure organisationnelle, du répertoire d'action et des ressources mobilisées. Après une période récente de forte crise de représentativité de l'institution syndicale, est en marche,

⁴ Nous utilisons, dans ce texte, les expressions Suape ou CIPS comme synonymes.

actuellement, un renouvellement du pouvoir syndical local. En d'autres termes, dans un contexte marqué par une crise économique et politique (structure d'opportunité), le syndicat représentant des métallurgistes du Pernambouc, SINDMETAL⁵, est en train de renouveler son répertoire d'action, leurs capacités et leurs ressources d'organisation du pouvoir. Cette hypothèse sera étudiée tout au long de la recherche en cours.

Pour Lévesque et Murray (2010), plusieurs des nombreuses analyses sur le syndicalisme contemporain sont centrées sur la – vague - notion de crise. En se concentrant exclusivement sur les crises, les chercheurs ne parviennent pas à observer les rénovations en cours dans l'action syndicale. Selon ces auteurs, une compréhension complète du pouvoir syndical exige que nous prenions en compte certains éléments, comme par exemple : a) la capacité des syndicats (ressources du pouvoir et aptitudes des acteurs) ; b) les arrangements institutionnels dans lesquels les acteurs interviennent et qui sont le reflet des conflits de pouvoir dans le passé; c) les structures d'opportunités qui caractérisent une situation donnée, qu'elles soient politiques, économiques, organisationnelles, écologiques, etc. ; et enfin d), la capacité des autres acteurs à intervenir dans cet ensemble relationnel (Lévesque et Murray, 2010).

Après une brève contextualisation de la situation nationale, nous aborderons le contexte local puis, succinctement, présenterons une brève discussion sur le syndicalisme brésilien contemporain. Enfin, nous analyserons le profil des travailleurs de la métallurgie navale à Suape, leurs conditions de travail, ainsi que leurs demandes et mobilisations, ainsi que les défis posés au syndicat de la catégorie.

La stratégie de collecte de données comprendra, dans un premier temps, des entretiens semi-dirigés avec des membres du comité exécutif de la section locale, des délégués syndicaux ainsi que des travailleurs. Ces entretiens seront ensuite enregistrés et transcrits pour faciliter l'analyse. Par ailleurs, des réunions plus informelles auront lieu avec les superviseurs et les travailleurs lors des visites d'usines. Dans la prochaine étape de la recherche, les documents de l'entreprise et la convention collective seront également analysés afin de mieux comprendre le contexte et la dynamique des relations de travail dans chaque usine. Cet article présente les premières réflexions et les premiers résultats de notre thèse. Ce n'est donc pas un texte fini, mais un travail en construction.

⁵ Syndicat des travailleurs des industries métallurgiques, mécaniques et électriques de l'État de Pernambuco. <http://www.sindmetalpe.org.br>

1-Le contexte national

Comme une forme de réaction aux politiques néolibérales appliquées en Amérique latine, surtout dans les années 1990, les années 2000 ont été marquées par l'élection de gouvernements de centre-gauche dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Chili, et, à gauche, dans des pays tels que le Venezuela, la Bolivie et l'Equateur. De nombreux analystes ont déclaré que le continent vivait alors une sorte de gueule de bois du néolibéralisme.

Dans le cas du Brésil, en particulier depuis l'élection du sociologue Fernando Henrique Cardoso - FHC (1995-2002), les politiques néolibérales ont pris de l'ampleur. Les réformes visant à réduire la taille et la sphère d'action de l'État, la privatisation, la déréglementation des marchés financiers, le démantèlement du marché du travail et la confrontation avec les syndicats ont été au centre de la période de FHC.

Cependant, la première décennie du XXIème siècle a inaugurée une nouvelle période dans l'histoire du Brésil. La nouveauté réside dans l'arrivée sans précédent du leadership issue du syndicalisme et du Parti des Travailleurs (PT) à la présidence de la république. Ayant fait ses débuts en tant que leader syndical dans les années 1970 et 1980 à la tête de qui a été appelé de «nouveau syndicalisme», l'élection de Lula en 2002, bien que dans un gouvernement ancré dans une coalition de forces diverses, avait une forte charge symbolique et, par conséquent, a générée de fortes attentes chez les mouvements sociaux et d'autres segments de la société civile, en particulier dans le syndicalisme.

Parmi les attentes suscitées par l'élection de Lula, on espérait, d'une part, cesser le démantèlement néolibéral et, d'autre part, entamer un programme de réformes sociales progressistes. En ce qui concerne le monde du travail, certains chercheurs considèrent que les gouvernements Lula (2003-2010) et aussi le premier gouvernement Dilma (2011-2014) ont fonctionné, bien que partiellement, comme une barrière aux avancées néolibérales qui cherchaient à approfondir la précarisation du travail au Brésil (Araújo et Vêras de Oliveira 2014, Ladosky, Ramalho et Rodrigues, 2014, Ferraz et Bridi, 2014).

L'une des premières mesures prises par le gouvernement Lula dans ce sens, par exemple, a

été de retirer du Sénat le projet de loi visant à modifier la législation sur le code du travail, que, si elle était approuvée, donnerait plus de pouvoir à la négociation entre patronat et travailleurs et diminuerait l'importance des lois du travail (Araújo et Veras de Oliveira, 2014). L'intention était donc de maintenir le principe en vigueur selon lequel les droits légiférés sont supérieurs aux droits négociés. En d'autres termes, dans le cas du Brésil, les syndicats peuvent négocier des résultats supérieurs à la constitution.

La politique de valorisation réelle du salaire minimum, l'augmentation du nombre d'emplois formels, y compris pour les segments précédemment exclus du marché du travail, comme les travailleurs domestiques et l'abandon des projets de loi qui cherchaient à augmenter la sous-traitance des activités, sont soulignés comme des mesures positives adoptées à l'époque du Lullisme (Singer, 2011).

Bresser-Pereira (2003) utilise l'expression « nouveau développementisme » en soulignant la reprise d'une perspective de développement national ancré dans le premier gouvernement de Lula. Nous n'explorerons pas ici les tenants théoriques et conceptuelles du développementalisme controversé, car celui extrapoleraient les limites de ce texte, nous voulions néanmoins signaler que nous sommes d'accord dire qu'entre 2003 et 2014, les gouvernements du Parti des travailleurs (PT), signifiait, bien que contradictoirement, un frein dans l'agenda publique néolibéral adoptée jusqu'ici au Brésil. Selon Singer et Loureiro (2016), cette période a été marquée par le signe de la contradiction:

« Réindustrialisation avec l'opposition de l'industrie, le salaire précaire avec l'accès à l'université, l'expansion du crédit dédié à l'éducation avec la croissance de l'enseignement supérieur privé, *walmart(isation)* du travail avec internationalisation des syndicats, agro-écologie avec l'agro-industrie, l'autonomisation des plus pauvres avec la passivité de l'assistanat, l'émancipation culturelle avec l'esprit entrepreneur, l'espoir d'inclusion avec des attentes plus faibles » (Singer et Loureiro, 2016: 13).

Dans ce sens, il nous semble approprié d'affirmer que le cycle du PT a été marqué par

un «essai développementaliste» (Singer, 2016). Comme le souligne André Singer (2016), la notion d'essai met en évidence la nature éphémère, incomplète et inachevée de cette expérience. D'autre part, le mot développementaliste met l'accent sur le caractère anti-néolibéral qui a marqué l'orientation politique des gouvernements brésiliens dans les années 1990. Cependant, le début du second gouvernement du président Dilma Rousseff, réélue en 2014, dans un contexte de crise économique et politique, a été marqué par un tournant orthodoxe dans les politiques économiques:

« Après avoir été réélue, avec l'approfondissement de la crise politique et économique, Dilma rompt avec l'arrangement précédent et passe à donner la priorité à l'ajustement budgétaire et le contrôle de l'inflation par la suspension des politiques anticycliques, réduisant les investissements publics, à l'augmentation du taux de intérêt et dévaluation de la monnaie. Bien que des politiques sociales réussies aient été maintenues, de telles mesures ont fortement affecté le taux d'emploi et les salaires, exacerbant la crise politique » (Véras de Oliveira, 2017: 16).

Suite au processus de l'impeachment (coup d'état) de la présidente Dilma Rousseff, qui a eu lieu en 2016, s'est formé une coalition conservatrice autour du ex vice-président et actuel président intérimaire, Michel Temer, qui a adopté un programme de réformes néolibérales à un rythme et à l'intensité sans précédent dans l'histoire brésilienne.

Parmi les principales mesures au gouvernement de Temer, il y a la proposition d'amendement constitutionnel (PEC⁶) 241, connu sous le nom de «PEC du fin du monde », par les intellectuels opposés et les mouvements sociaux, l'indexation des investissements publics, pendant vingt ans, au taux d'accompagnement de l'inflation. Les services de base tels que la santé et l'éducation, et d'autres politiques sociales, y compris le programme *Bolsa Familia*, seront directement touchés⁷.

⁶ PEC est une abréviation de la version portugaise du projet d'amendement constitutionnel (Proposta de Emenda Constitucional).

⁷ Selon Véras de Oliveira (2017), basé sur les recherches de la Fondation Perseu Abramo (2016), les projections sont de réduction du nombre de familles desservies par le programme Bolsa

De plus, par rapport au marché du travail, la récemment approuvée réforme du travail a augmenté le démantèlement de la législation qui protège les travailleurs et intensifié les droits de retrait, en établissant, par exemple, la déréglementation du marché du travail, la sous-traitance sans restriction, donnant plus de pouvoir à la négociation et réduisant le poids des lois, etc⁸.

2-Le contexte local

Le Nord-Est, et en particulier, l'état du Pernambouc a été l'un des principaux bénéficiaires du récent cycle de croissance et donc, forcément, l'un des plus touchés par la crise actuelle. Au moins depuis 2014, la région a connu une grave crise économique qui se traduit par une régression des indicateurs importants.

Le Programme d'accélération de la croissance (PAC), lancé en 2007⁹, était le symbole ultime de la nouvelle orientation de développement adoptée dans le deuxième gouvernement Lula (2007-2010) et, a été intensifié dans le premier gouvernement Dilma (2011-2014). Le PAC comprenait un ensemble de mesures visant à "encourager l'investissement privé; augmenter les investissements publics dans les infrastructures; et supprimer les obstacles (bureaucratiques, administratifs, normatifs, légaux et législatifs) à la croissance» (PAC, 2007, p.2).

En 2003 et 2004, le gouvernement fédéral brésilien a lancé respectivement le Programme de Mobilisation de l'Industrie Nationale du Pétrole et du gaz naturel (PROMINP) et le Programme de Modernisation et d'Expansion de la Flotte (PROMEF). Le PROMEF avait trois objectifs fondamentaux: 1) construire des bateaux au Brésil; (2) que ces bateaux avaient au moins 65% de contenu national dans la première étape et 70% dans la

Família. Sur un total de 14 millions de familles bénéficiaires, soit 97% du nombre total de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, 24% seulement y resteront.

⁸ Au moment de la rédaction de ce texte, s'est en discussion au congrès à partir d'une négociation entre l'exécutif et le législatif, un projet de réforme des retraites qui a pour but de rendre difficile aux travailleurs d'accéder à ce bénéfice.

⁹ "A ce moment-là, Lula a remis sa coordination à la nouvelle ministre de Maison civile, Dilma Roussef, choisie pour lui succéder. Le PAC était l'instrument principal du discours électoral de la candidature de Dilma." (Voir Oliveira, 2014).

deuxième étape; 3) atteindre un niveau de compétitivité internationale¹⁰.

En 2005, les sociétés Queiroz Galvão et Camargo Corrêa ont annoncé la création de l'entreprise Chantier Naval Atlântico Sul (EAS), qui a été mis en service en 2008 au port de Suape. L'état du Pernambouc, qui n'avait aucune tradition dans l'industrie navale, est devenu le siège du plus grand chantier naval du Brésil.

L'histoire de Suape est ancienne et remonte à plus de trente ans. En 1955, le français Louis-Joseph Lebret, économiste et prêtre dominicain, a publié une étude proposant un projet de développement pour le Pernambouc inspiré par l'idée d'intégration portuaire, comme il l'avait été fait dans le port français de Marseille-FOS (Lebret, 1955, Godoy, 2014).

Le dynamisme économique, toutefois, n'est apparu que dans les années 2000. Ayant été l'un des principaux bénéficiaires des investissements et des stimuli issus des programmes déjà mentionnés, le port de Suape représentait «de manière exemplaire la nouvelle plateforme de développementiste du Nord-Est» (Godoy, 2014).

¹⁰<http://www.petrobras.com.br/fatos-e-dados/promef-mercado-da-industria-naval-brasileira-esta-em-franca-expansao.htm> accédé le 01/01/2018



Au pôle naval du port de Suape se démarquent deux grandes entreprises: le chantier naval Atlântico Sul et le chantier naval VARD PROMAR. Nous présenterons ci-dessous quelques-unes des principales caractéristiques du profil des travailleurs de ce segment. Les graphiques qui suivent montrent l'évolution du nombre d'emplois au Pernambouc et au Brésil dans le secteur naval. Comme nous pouvons le voir, le sommet de la création d'emplois a été entre 2013 et 2014, puis le secteur est entré en crise.

3-Les travailleurs du secteur naval

a) La scolarisation

La majorité des travailleurs du pôle naval, au Pernambouc, ont le niveau secondaires et l'enseignement supérieur complet. En 2008, s'ils étaient additionnés, ces travailleurs représentaient environ 84% du total. En 2016, la même somme correspond à environ 86%. Cependant, il y a une différence de composition: entre 2008 et 2016, il y a une légère

augmentation du nombre de travailleurs possédant le niveau secondaire, de 65% auparavant à 75%. D'un autre côté, nous avons observé une réduction du nombre de travailleurs ayant achevé leurs études supérieures, de 15% en 2008 à 7% en 2016.

Les travailleurs ayant une éducation secondaire, éventuellement, ont un cours technique professionnalisant, mais ces données n'apparaissent pas séparées dans la base de données utilisée (RAIS). Nous ne pouvons pas énoncer de façon concluante, mais nous avons ici l'hypothèse, à vérifier dans le travail sur le terrain, que les travailleurs techniques effectuent le travail qui appartiendrait aux travailleurs ayant une éducation supérieure complète. La présence de travailleurs analphabètes et de travailleurs post-universitaires (masters ou doctorats) n'atteint même pas 1% de la totalité.

Tableau 1 – Sclarité

| | 2008 | % | 2016 | % |
|--------------------------------------|------|------|------|------|
| Fondamentale Incomplet | 63 | 4,1 | 280 | 5,6 |
| Fondamental Complet | 89 | 5,9 | 166 | 3,3 |
| Enseignement secondaire Incomplet | 88 | 5,8 | 270 | 5,4 |
| Enseignement secondaire Incomplet | 1031 | 68,6 | 3845 | 78 |
| Superior Complet | 230 | 15,3 | 364 | 7,3 |
| Master | 0 | 0 | 1 | 0,02 |
| Doctorat | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1501 | 99,9 | 4926 | 99,9 |

b) Sexe

En ce qui concerne le sexe des travailleurs du chantier naval, il s'agit d'un segment principalement masculin. La participation des femmes, bien que essayant une certaine croissance, s'est effondrée surtout si l'on observe l'intervalle entre 2008 et 2016. Nous n'avons pas d'hypothèse pour expliquer ce mouvement, mais nous allons l'étudier au cours de la recherche.

Tableau 2 – Sexe

| Sexe | 2008 | | 2016 | |
|----------|-------|------|-------|------|
| | Valor | % | Valor | % |
| Masculin | 1230 | 81,9 | 4579 | 92,9 |
| Féminin | 271 | 18 | 347 | 7,0 |
| Total | 1501 | 100 | 4926 | 100 |

Dans le tableau nous pouvons observer les variations de la composition des travailleurs, par sexe :

Tabela 2.1 - Sexe

| Année | Masculin | | Féminin | |
|-------|----------|------|---------|------|
| | Valeur | % | | % |
| 2008 | 1230 | 81,9 | 271 | 18,0 |
| 2009 | 3004 | 87,4 | 431 | 12,5 |
| 2010 | 4421 | 88 | 573 | 11,4 |
| 2011 | 4841 | 88 | 655 | 11,9 |
| 2012 | 5340 | 88,3 | 701 | 11,6 |
| 2013 | 9720 | 90,9 | 964 | 9,0 |
| 2014 | 6007 | 90,9 | 600 | 9,0 |
| 2015 | 4502 | 91,9 | 392 | 8,0 |
| 2016 | 4579 | 92,9 | 347 | 7,0 |

c) Durée du temps de service

Le marché du travail brésilien est marqué par le fort changement des travailleurs sur les postes de travail. Dans le cas des travailleurs de la construction naval à Suape, ce n'est pas différent. Dans ce cas, cependant, une rotation élevée coexiste avec un noyau de plus en plus réduit qui reste plus longtemps dans l'emploi. Notre hypothèse est que parce que c'est un secteur organisé à partir des ordres de fabrication de navires, il arrive que, dans les périodes de forte demande, l'embauche de travailleurs augmente et, en période de faible demande, les licenciements augmentent. Les chiffres indiquent que les entreprises essaient de retenir un petit noyau de travailleurs plus qualifiés qu'il serait difficile de réembaucher plus tard.

La stabilité de l'emploi, un peu comme le contrat à durée indéterminée (CDI), n'existe pas dans le cas brésilien. Les jeunes travailleurs, en particulier les moins expérimentés

et moins qualifiés, sont facilement dispensés et réadmis en cas de besoin. La protection de l'emploi est quelque chose qui est réservé aux fonctionnaires.

Tableau 3 - Temps de service

| | Jusqu'à 2,9 mois (%) | 3,0 a 5,9 mois (%) | 6,0 a 11,9 mois (%) | 12,0 a 23,9 mois (%) | 24,0 a 35,9 mois (%) | 36,0 a 59,9 mois (%) | 60,0 a 119,9 mois (%) | 120,0 mois ou plus (%) |
|------|----------------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|
| 2008 | 19,7 | 18,5 | 36,4 | 25,1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2009 | 12,7 | 10,9 | 37,5 | 28,5 | 10,1 | 0 | 0 | 0 |
| 2010 | 15,0 | 15,0 | 11,9 | 35,1 | 16,4 | 6,2 | 0 | 0 |
| 2011 | 8,2 | 14,4 | 29,4 | 16,6 | 17,8 | 13,3 | 0 | 0 |
| 2012 | 20,2 | 8,3 | 14,7 | 23,5 | 10,9 | 19,5 | 2,5 | 0 |
| 2013 | 17,6 | 22,3 | 17,5 | 14,7 | 11,0 | 11,9 | 4,7 | 0 |
| 2014 | 6,3 | 3,8 | 11,3 | 26,1 | 14,0 | 21,6 | 16,6 | 0 |
| 2015 | 4,8 | 4,0 | 11,0 | 17,1 | 21,4 | 20,9 | 20,5 | 0 |
| 2016 | 8,1 | 9,2 | 4,6 | 11,3 | 12,7 | 26,2 | 27,5 | 0 |

d) Tranche d'âge

Si nous comparons l'intervalle entre 2008 et 2016, nous pouvons observer une réduction considérable des travailleurs âgés de 18 à 24 ans. Ceux-ci sont passés de 28% en 2008 à 11% en 2016. En revanche, les travailleurs âgés de 30 à 39 ans, qui représentaient en 2008 27% de la catégorie, représentent désormais 42%. La grande majorité du segment est concentrée dans les groupes d'âge de 25 à 39 ans.

Tableau 4 – Age

| Tranche d'âge | 2008 (%) | 2009 (%) | 2010 (%) | 2011 (%) | 2012 (%) | 2013 (%) | 2014 (%) | 2015 (%) | 2016 (%) |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 15 à 17 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,3 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| 18 à 24 | 28,7 | 38,1 | 30,8 | 22,8 | 21,2 | 19,8 | 17,2 | 15,4 | 11,7 |
| 25 à 29 | 24,9 | 21,3 | 24,0 | 24,3 | 24,4 | 24,5 | 26,1 | 26,2 | 25,8 |
| 30 à 39 | 27,9 | 24,6 | 28,4 | 32,8 | 32,9 | 34,7 | 35,8 | 38,5 | 42,1 |
| 40 à 49 | 10,7 | 10,3 | 11,4 | 13,3 | 14,2 | 14,4 | 14,3 | 14,4 | 15,3 |
| 50 à 64 | 7,1 | 5,2 | 5 | 6,3 | 6,3 | 6 | 6 | 5,1 | 4,6 |
| 65 OU PLUS | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 0,1 |
| Total | | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

e) Rémunération

En regardant les chiffres sur la rémunération, nous pouvons nous apercevoir que la plupart des travailleurs du chantier naval reçoit entre deux et quatre salaires minimum. Lorsque nous regardons l'évolution des échelles salariales, en comparant l'intervalle entre 2008 et 2016, nous constatons qu'il y avait, d'une part, une augmentation significative des travailleurs recevant entre deux et trois salaires minimum et, d'autre part, une réduction considérable des travailleurs qui avaient le salaires les plus élevés.

Tableau 5 - Rémunération

| Salaire minimum (SM) | Année | | | | | |
|----------------------|--------|------|--------|------|--------|------|
| | 2016 | | 2013 | | 2008 | |
| | Valeur | % | Valeur | % | Valeur | % |
| Jusqu'à 0,50 | 57 | 1,1 | 182 | 1,7 | 0 | 0 |
| 0,51 à 1 | 2 | 0 | 44 | 0,4 | 0 | 0 |
| 1,01 à 1,5 | 399 | 8 | 1038 | 9,7 | 1008 | 67,1 |
| 1,51 à 2 | 244 | 4,9 | 697 | 6,5 | 43 | 2,8 |
| 2,01 à 3 | 2009 | 40,7 | 2297 | 21,4 | 41 | 2,7 |
| 3,01 à 4 | 1019 | 20,6 | 1577 | 14,7 | 19 | 1,2 |
| 4,01 à 5 | 343 | 6,9 | 1370 | 12,8 | 10 | 0,6 |
| 5,01 à 7 | 325 | 6,5 | 1563 | 14,6 | 37 | 2,4 |
| 7,01 à 10 | 197 | 3,9 | 692 | 6,4 | 62 | 4,1 |
| 10,01 à 15 | 120 | 2,4 | 702 | 6,5 | 153 | 10,1 |
| 15,01 à 20 | 45 | 0,9 | 209 | 1,9 | 55 | 3,6 |
| Plus de 20 | 47 | 0,9 | 264 | 2,4 | 73 | 4,8 |
| { ñ class } | 119 | 2,4 | 49 | 0,4 | 0 | 0 |
| Total | 4926 | 100 | 10684 | 100 | 1501 | 100 |

En résumé, le profil dominant des travailleurs du centre naval de Suape est composé principalement d'hommes qui sont entre 25 et 39 ans, reçoivent entre deux et quatre fois le salaire minimum et, dans la plupart des cas, ont terminé leurs études secondaires, ou même une moindre quantité, on le niveau supérieur complet.

4-Aspects généraux du syndicalisme brésilien

Le mouvement syndical s'est constitué principalement à partir du dernier quart du XXème siècle, en tant que protagoniste dans le processus de rétablissement de la démocratie au

Brésil et a, en grand mesure, également contribué à l'extension du concept de citoyenneté dans le pays (Veras de Oliveira, 2011).

En dépit des différences dans les approches et de certains éléments soulignés, il y a une sorte de consensus analytique que les années 1980, bien que considéré par les économistes comme « la décennie perdue », a été une période positive pour l'histoire du mouvement ouvrier dans le pays, où les luttes ouvrières ont gagné en importance. La question s'est même posé si cela n'était pas le « moment d'or » (Santana, 2002), marquée par la « explosion du syndicalisme » au Brésil (Almeida, 1996), la « décennie des travailleurs » (Rodrigues, 1992). Pour Antunes (1995), après tant d'années sous la dictature militaire, le syndicat et le mouvement de grève met la classe ouvrière sur la scène sociale et la politique du pays « (Antunes, 1995, p.45). Selon Jácome Rodrigues:

« Tout à coup, les travailleurs, qui ont rarement été mentionnés dans les journaux de la presse grand public et quand ils étaient présents était toujours dans les sections d'économie, passent à occuper les premières pages de tous les journaux et les nouvelles de la radio et la télévision, avec les grèves, à ce moment-là, ils peuvent se placer – tout à coup - dans le centre des attentions politique de tout le pays » (Rodrigues 2003, p. 301).

Cardoso (2003) énumère certains facteurs qui contribuent à la compréhension de la « croissance rapide du mouvement syndical brésilien dans les années 1980, dont la plus haute expression a été la presque l'élection de Lula à la présidence en 1989 » (Cardoso, 2003, p 37). Selon lui, les différents segments de la société qui étaient opposés au régime militaire, y compris les étudiants et les intellectuels, ont pu voir le nouveau syndicalisme comme une sorte de « dispositif de pression qui pourrait s'opposer à l'autoritarisme. Cela a contribué à la politisation du mouvement qui émergeait "(Cardoso, 2003, p.34).

En outre, la structure syndicale brésilienne mérite attention, car « a servi à la fois au régime autoritaire (comme instrument de répression et de contrôle des syndicats) que la démocratie naissante (comme base de soutien de leur organisation collective dans le pays) » (Cardoso, 2003, page 34). Le scénario et les facteurs qui ont permis le développement du syndicalisme dans les années 1980 seraient profondément modifiés au cours de la prochaine décennie.

En contrastant le scénario politique et économique des années 1980 et 1990, au Brésil, nous avons remarqué des différences centrales. Comme on l'a déjà dit, les grèves économiques, c'est-à-dire celles qui étaient principalement motivées par les salaires et les avantages d'ordre matériel, ont été rapidement transformées en grèves politiques, c'est-à-dire, contre les politiques gouvernementales. Cette combinaison de chômage faible et d'inflation élevée, a été une sorte de carburant pour les actions du syndicalisme, qui n'apparaissait plus dans la même proportion que dans les années 1990. Selon Cardoso :

« Les conditions favorables de forte inflation et de faible taux de chômage ont été remplacées par une faible inflation avec un chômage élevé et l'informalité, l'introduction d'une composante de l'insécurité, au travail, à l'emploi et sur le revenu qui réduit fortement la propension des travailleurs à l'action collective » (Cardoso, 2003, page 43).

Dans les années 1990, l'ouverture économique, la privatisation et les réformes néolibérales ont contribué à diminuer l'actuation du mouvement syndical et amener le syndicalisme à un « axe social démocratique » (Antunes, 1997). Dans la même direction, par exemple, Alves (2000) affirme qu'en favorisant le dialogue avec des segments antagonistes de la société, un type de «conciliation sociale» qui a fait que « il est de plus en plus courant que dans la pratique syndicale, en particulier l'hégémonique au sein de la CUT, il existe un néo-corporatisme ouvrier, qui tend à affaiblir la perspective de classe et qui ont caractérisé la lutte syndicale et politique dans les années 1980 » (Alves, 2000 : p.113).

Pour Rodrigues (1997), le scénario défavorable pour les grandes mobilisations de masse dans un secteur important du mouvement syndical brésilien, en particulier celui référencé dans la Central unique des travailleurs (CUT), a migré de la confrontation ouverte à la « coopération conflictuelle ». « Un moment de cette nouvelle stratégie fait référence à la participation du syndicalisme de la CUT dans l'épisode des chambres sectorielles, en particulier celle du secteur automobile » (Veras de Oliveira & Ladosky, 2014: 161).

Le cas de la chambre sectorielle la plus connue était celui du secteur automobile. La

participation du syndicat des métallurgistes de São Bernardo à la chambre sectorielle de l'industrie automobile a abouti à l'accord sur les constructeurs automobiles. De manière générale, c'était un arrangement institutionnel, ou un pacte capital-travail réglementé par l'État, proposé par les syndicalistes métallurgistes de São Bernardo (région traditionnelle abritant plusieurs constructeurs automobiles), qui visait à recomposer les indices de vente du secteur des voitures et des pièces détachées, et permettent également le maintien des emplois et des réajustements de salaire.

En favorisant le dialogue ou la coopération conflictuelle, le syndicalisme brésilien a contribué à la création de nouvelles institutions et a commencé à participer à des forums tripartites où les représentations du travail, du capital et de l'État étaient présentes. Pour certains auteurs, c'était une option consciente et largement réussie, visant à agir selon les possibilités offertes par le moment historique (Ramalho & Rodrigues, 2013, Ramalho & Rodrigues, 2010).

Les représentants des travailleurs ont tenu une sorte de « conversion du capital politique accumulé dans les luttes syndicales dans un autre type de ressource politique, déclenché dans d'autres domaines d'intérêt, liés aux questions de coordination institutionnelle en dehors de l'espace de production » (Ramalho & Rodrigues, 2010: 347).

En discutant «les nouvelles pratiques syndicales des métallurgistes ABC, qui impliquent dans la participation directe des entités de représentation des travailleurs dans les espaces non manufacturiers» (2013: 218), les auteurs attirent l'attention sur la capacité politique Les syndicalistes d'ABC ont dû aller au-delà du conflit traditionnel entre capital et travail et appeler les pouvoirs publics et les entreprises à discuter et chercher des solutions convenues non seulement pour préserver l'emploi mais aussi pour la question du territoire et du développement local.

Enfin, il est extrêmement important de distinguer que ce type d'action syndicale engagée institutionnellement et ses arrangements institutionnels et les conditions sociales qui ont permis son émergence comme dans la région du ABC Paulista, que difficilement trouve un parallèle dans les autres régions du pays (Ramalho et Rodrigues, 2010).

Veras & Ramalho (2013) attirent l'attention sur la nécessité de comprendre les influences mutuelles entre la reprise d'une nouvelle perspective de développement et de la dynamique actuelle présentes dans le monde du travail, car « le nouveau contexte de développement exige un lien nécessaire dans le thème du travail avec les contextes spécifiques des «territoires productifs», les stratégies d'investissement des chaînes productives et les politiques de développement local et régional "(2013: 213). Selon ces auteurs: "Dans quelle mesure les mouvements sociaux, le syndicalisme et les autres formes d'action collective, se référant au monde du travail et aux questions sociales et environnementales, ont-ils pu influencer les schémas de développement qui sont établis? " (2013: 213).

5-Le syndicalisme métallurgique en Suape : renouvellement du pouvoir syndical ?

Les relations entre les métallurgistes et la direction de l'EAS n'ont pas été pacifiques. Au travers des informations divulguées par la presse locale, nous avons constaté que depuis 2008, l'année où le chantier a démarré, les travailleurs se plaignent constamment de soumission à la volonté et le pouvoir d'abusif des managers.

Dans une grève des travailleurs du Chantier naval Atlantic Sud (EAS), qui a eu lieu en Septembre 2011, par exemple, il est devenu clair que l'écart entre la base des travailleurs et les dirigeants syndicaux, comme on peut le voir dans le témoignage du président de SINDIMETAL, Alberto Alves (Betao) : « Il y a des gens qui détruisent tout ce que nous faisons. Le conflit de la semaine dernière avait pour but de démoraliser la catégorie. " En outre, selon l'article publié dans le Jornal do Commercio (JC), la relation entre le syndicat (SINDMETAL) et les travailleurs EAS a été troublé: « Un grand nombre de travailleurs rejette le syndicat, au motif qu'il ne défend pas correctement les revendications travaillistes" (JC, 21/09/2011).

Au début, il a été constaté que, à la différence du syndicat des métallurgistes engagés dans la région du ABC, le syndicat de Suape a été incapable d'articuler des actions pour lui

permettre d'être un interlocuteur privilégié et légitime des travailleurs. Le SINDMETAL simplement se dédiait à faire suivre la chaîne des revendications des travailleurs pour être résolues par les tribunaux.

La nouvelle dynamique établie dans la catégorie de la crise 2014, ajoutée au nouveau profil de la métallurgie (secteur naval) et l'inertie de la direction du syndicat, a fait que apparaître un trait peu commun: une division au sein de la direction de l'entité en deux parties, toutes deux affiliés au même groupe politique au sein de la CUT, ont participé aux élections. Le résultat a été un processus de rénovation (partiel? Fort ou faible?) du conseil d'administration de l'entité¹¹.

Ce renouvellement est également exprimé dans certaines actions du syndicat: réformer le siège du syndicat et la construction de nouveaux bureaux plus près des lieux de travail et l'acquisition d'un club à la campagne. De plus, nous notons également une relation plus étroite avec les travailleurs du Pôle automobile (FIAT, basée sur la côte nord du Pernambouc) et le pôle naval. Selon l'actuel président¹² de SINDMETAL:

« Nous avons pris en charge le syndicat en 2014, le 10 Août, 2014 avec 6 mille ... et 6 mille et 100 travailleurs. Sur le chantier de l'Atlantic Sud, en réalité, il y a eu une seule réunion toute au début, et après plus rien. Nous avons le compromis de faire une assemblée là-bas. Et après je ne sais pas combien d'années, nous avons réussi à rassembler 6.100 travailleurs. Ce fut là un grand gain, le travailleur a commencé à sentir que son syndicat était proche de lui. Qu'on commençait à s'approximer d'eux, on était côte à côte. Ils commençaient à croire, même si il y avait quelques personnes qui doutaient encore à cause de l'ancienne direction. Il n'a pas été facile ... Il n'a pas été facile, beaucoup de gens ne croient plus en nous, et aujourd'hui nous avons démarré un changement de ce cycle. C'est tellement vrai que nous avons aujourd'hui près de 200 membres à l'intérieur du chantier naval Atlantic Sud. L'une des plus grandes réalisations dans le chantier était dans notre gestion » (interview accordée au chercheur en 01/2017).

¹¹ Le président du syndicat, à l'époque, était en charge de l'organisation syndicale pour les prochains cinq années à venir. Chaque mandat est composé de trois ans.

¹² Le président actuel est Henrique Gomes, initialement élu en 2014 et réélu à partir de 2018 pour un nouveau mandat.

A propos des négociations avec la FIAT¹³ :

« Et quand nous avons pris en charge en 2014, la FIAT ne voulait pas négocier, ne voulait pas négocier, puis c'était quand déjà ? ... Nous avons commencé en Septembre 2015 à mobiliser les gens, nous avons commencé à mettre le feu sur la route dans la direction de Goiana (ville où la FIAT est installé son parc industriel) cela a réveillé la FIAT. Nous avons une représentation du siège là-bas, je pense qu'il fait, combien de temps ? ... presque une année qui nous sommes là. Environ 9 mois ou plus, c'est tout. Nous y emmenons un médecin tous les jeudis pour rencontrer les travailleurs » (interview accordée au chercheur en 01/2017).

Chercheur: Et l'acceptation du syndicat là-bas, par les travailleurs ?

« Et bien... c'est encore douteux. Il y a toujours un point d'interrogation... parce que FIAT elle-même, elle conseille à ses travailleurs de ne pas prendre le bulletin syndical. De ne pas le prendre. Chaque fois que nous y allons, au moins 30% ne reçoivent pas le bulletin du syndicat parce qu'ils ont peur. Ils ont peur et finissent par ne pas le prendre. Mais je pense que c'est graduellement, je pense qu'après cet exploit que nous avons eu, de manière progressive, nous y arriveront... » (interview accordée au chercheur, 01/2017)

Chercheur : Et sur le nombre de nouveaux affiliés qui travaillent chez FIAT ?

« Nous avons, si je ne m'abuse, 3 membres de 10 000 travailleurs. Ce n'est pas parce que le nombre de nouveaux membres est bas que le syndicat ne fonctionne pas ... » (interview accordée au chercheur, 01/2017)

¹³ Le constructeur automobile FIAT a inauguré, en 2015, une usine dédiée à la construction des *Jeep* dans le pôle nord du Pernambouc. L'analyse de l'action syndicale et du travail dans l'industrie automobile ne fait pas partie de nos objectifs dans cette recherche. Nous citons le cas uniquement pour illustrer le processus de renouvellement du pouvoir syndical.

6-Considérations finales

Dans notre hypothèse de travail, les affirmations ci-dessus sont révélatrices de ce que Lévesque et Murray (2010) appellent un renouvellement du pouvoir syndical. Selon ces auteurs, le pouvoir syndical est la capacité des syndicats à imposer leur agenda et à défendre leurs intérêts. Le pouvoir syndical se compose donc des ressources de pouvoir et des aptitudes stratégiques des acteurs (Lesvesque et Murray, 2010).

Les ressources de pouvoir comprennent: 1) la solidarité interne, qui se compose de deux dimensions: la cohésion du groupe, à savoir l'identité (s) collective et, d'autre part, la vitalité délibérative, ce qui signifie l'existence de moyens institutionnels qui permettent une participation effective des travailleurs à la vie syndicale. Cela se traduit, entre d'autres formes, par la présence de la représentation syndicale dans le lieu de travail et même par l'existence de chaînes et groupes d'opposition qui peuvent participer aux élections et s'exprimer de façon démocratique sur les politiques syndicales ; 2) la solidarité externe, liée à l'insertion des syndicats dans des réseaux avec des groupes communautaires, des mouvements sociaux et d'autres acteurs ; 3) les ressources narratives, qui sont des cadres narratifs interprétatifs et mobilisés pour expliquer et justifier les actions du syndicat ; 4) les ressources organisationnelles, qui sont les moyens dont dispose le syndicat pour produire les ressources matérielles et humaines dont il a besoin (Lesveque et Murray, 2010).

Cependant, bien que fondamentale pour comprendre le pouvoir des syndicats, les ressources de pouvoir ne fournissent pas une explication suffisante. Dans le contexte de changements il est nécessaire comprendre les aptitudes des acteurs (Lévesque et Murray, 2010) : « Nous croyons qu'il est essentiel de ne pas se concentrer simplement sur le développement des ressources des syndicats, mais d'envisager également les aptitudes, qui justement permettent de développer, d'utiliser et de transformer ces ressources selon les exigences du contexte » (Lévesque & Murray, 2010 : p. 52). Les aptitudes stratégiques sont les dispositions, savoir-faire et compétences sociales qui peuvent être développés, transmis et appris.

La notion d'aptitudes stratégiques et mobilisés par Lévesque et Murray (2010) peut

certainement être enrichie avec la notion de capital militant, qui est le savoir-faire appris dans la pratique du militantisme quotidien (Matoni & Poupeau, 2004). Dans un environnement en constante évolution, nous croyons que la compréhension du renouvellement du pouvoir syndical implique non seulement la rénovation des ressources et des aptitudes stratégiques, mais aussi pour comprendre quels sont les types de capital militant et politique nécessaire pour les acteurs afin de se joindre ou de rester sur la scène dans le domaine politico-syndical (Bourdieu, 2005). Pour l'instant, ceux sont les cadres que nous mobiliserons pour avancer dans notre étude de cas.

L'élaboration d'un tableau analytique nous permettant de comprendre en profondeur les changements survenus sur le plan des habiletés stratégiques implique, nécessairement, la reconstruction des parcours des syndicalistes ayant émergé et de ceux ayant perdu leur position, en cherchant à identifier de possibles différences. L'analyse de cet aspect du pouvoir syndical nous mène à investiguer les processus de formation et de conversion de ses capitaux spécifiques (Rombaldi et Tomizaki, 2018).

Pour le moment, nous ne le ferons que partiellement, mais il est déjà possible de saisir quelques points de repère, tels la préoccupation de l'actuelle direction du SINDMETAL-PE concernant la professionnalisation du syndicat et la perception du besoin de mobiliser de nouvelles ressources et de nouveaux capitaux. C'est le cas, par exemple, de l'appel d'une entreprise de gestion et de l'inscription d'un des directeurs au cours de Droit.

Aujourd'hui, je peux dire que le mouvement syndical m'a fait devenir avocat. Aujourd'hui je suis avocat. Je suis diplômé. Lors de la gestion précédant celle-ci, j'ai commencé les cours de Droit justement grâce à la compréhension que j'avais de la divergence politique de cette gestion-là (...) Il a eu des pratiques qui m'ont révolté... alors, mec, je dois étudier. C'est à ce moment que je suis allé étudier et, pendant la gestion actuelle, j'ai fini mon Droit et suis devenu avocat (Directeur, lors d'un entretien accordé au chercheur en septembre 2018).

Récemment diplômé, ce directeur n'agit pas en tant qu'avocat du syndicat, qui, lui, compte sur une équipe de consultance juridique. Ce cas de recherche de capital scolaire, qui peut être combiné et converti en capital militant, est indicateur d'un changement du profil des acteurs qui composent la gestion actuelle du SINDMETAL-PE. Il y a aussi la recherche d'une mise à jour par rapport aux thèmes concernant plus directement les changements survenus dans le monde du travail.

Des 14 exécutives qu'on a ici, chacun d'eux est passé par un clivage de formation, de séminaires, avec la catégorie, avec la société. Nous avons fait un séminaire sur la réforme du travail, sur la réforme de la sécurité sociale, avec un juge, avec des juges d'appel... On traite beaucoup de questions sociales, nous devons en traiter davantage... (Le président, entretien accordé au chercheur en septembre 2018).

Un autre aspect de la rénovation en cours, c'est la recherche d'une politique de communication plus efficace, par l'embauche d'une journaliste, par la création du site internet, par la reprise, en 2014, du journal *Zé Ferrugem*, suspendu depuis 2002, et par la publication de bulletins d'information destinés aux employés d'entreprises spécifiques (Gerdau, Alcoa, Fiat, Estaleiro Vard Promar, EAS, Máquinas Piratininga, Seb Amo et Tron).

Comme stratégie de rapprochement avec les ouvriers, le syndicat a élargi l'offre de services d'assistance qui, en plus de la traditionnelle consultance juridique, offre aujourd'hui des soins médicaux, odontologiques et d'infirmierie aux affiliés ainsi qu'à leurs dépendants. On établit aussi des partenariats procurant des réductions pour divers services, comme indiqué sur la page internet de l'entité : Éducation, Fitness et beauté, Santé, Tourisme et loisirs.

Les prochains pas de cette recherche consisteront à approfondir l'investigation sur les parcours des dirigeants syndicaux, anciens et nouveaux, en cherchant à comparer les différents profils et à les connecter aux changements qui surviennent dans le pôle naval et dans la forme d'organisation et d'action du syndicat.

Références Bibliographiques

ALVES, Giovanni. *O Novo (e precário) Mundo do Trabalho – Reestruturação produtiva e crise do sindicalismo*. São Paulo: Boitempo editorial, 2005.

ANTUNES, Ricardo. *Adeus ao trabalho? Ensaio sobre as metamorfoses e a centralidade do mundo do trabalho*. 4ª edição, Campinas: Editora da Universidade Estadual de Campinas, 1997.

ANTUNES, Ricardo. *Novo Sindicalismo no Brasil*. 2 edição, São Paulo: Pontes Editora, 1995.

ARAÚJO, Ângela Maria Carneiro; VÉRAS DE OLIVEIRA, Roberto. O Sindicalismo na Era Lula: entre paradoxos e novas perspectivas. In: Vêras de Oliveira, Roberto; Bridi, Maria Aparecida; Ferraz, Marcos. (ORG). *O Sindicalismo na Era Lula: Paradoxos, Perspectivas e Olhares*. Belo Horizonte: Fino Traço, 2014, p. 29-59.

BOURDIEU, P. A representação política. Elementos para uma teoria do campo político. In: BOURDIEU, P. *O poder simbólico*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 2005

CARDOSO, Adalberto Moreira. *A década neoliberal e a crise dos sindicatos no Brasil*. São Paulo: Boitempo Editorial, 2003.

LEVESQUE, Christian ; MURRAY, Gregor « Comprendre le pouvoir syndical : ressources et aptitudes stratégiques pour renouveler l'action syndicale », *La Revue de l'Ires* 2010/2 (n° 65), p. 41-65. DOI 10.3917/rcli.065.004

FERRAZ, Marcos; BRIDI, Maria Aparecida. Olhares Sindicais sobre o Governo Lula: a percepção dos dirigentes sindicais. In: Vêras de Oliveira, Roberto; Bridi, Maria Aparecida; Ferraz, Marcos. (ORG). *O Sindicalismo na Era Lula: Paradoxos, Perspectivas e Olhares*. Belo Horizonte: Fino Traço, 2014, p.87-114.

GODOY, José Henrique Artigas. Novo desenvolvimentismo do Nordeste: industrialização, crescimento econômico e equidade no Território Estratégico de Suape/PE. 38º Encontro da Associação Nacional de Pesquisa em Ciências Sociais (APOCS). GT-12. 2014.

GONÇALVES, Reinaldo. Governo Lula e o nacional-desenvolvimentismo às avessas. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*. Rio de Janeiro, n. 31, p. 5-30, fev. 2012.

LADOSKY, Mario Henrique Guedes; RAMALHO, José Ricardo; RODRIGUES, Iram Jácome. A Questão Trabalhista e os Desafios da Ação Sindical nos Anos 2000. In: Vêras de Oliveira, Roberto; BRIDI, Maria Aparecida; FERRAZ, Marcos. (ORG). *O Sindicalismo na Era Lula: Paradoxos, Perspectivas e Olhares*. Belo Horizonte: Fino Traço, 2014, p. 61-85.

LEBRET, Louis-Joseph. Estudo sobre o desenvolvimento e implantação de indústrias interessando a Pernambuco e ao Nordeste. Recife: CODEPE, 1955.

MATONI, F.; POUPEAU, F. Le capital militant. Essai de définition. Actes de la Recherche – Le capital militant: engagements improbables, apprentissages et techniques de lute. Paris, n.155, dez. 2004.

RAMALHO, José Ricardo; OLIVEIRA, Roberto Vêras de. A atualidade do debate sobre trabalho e desenvolvimento. Cad. CRH, Ago 2013, vol.26, nº 68, p.211-215. ISSN 0103-4979.

RAMALHO, José Ricardo; RODRIGUES, Iram Jácome Sindicato, desenvolvimento e trabalho: crise econômica e ação política no ABC. Cad. CRH, Ago 2013, vol.26, no.68, p.217-231. ISSN 0103-4979

RAMALHO, José Ricardo; RODRIGUES, Iram Jácome Sindicato, desenvolvimento e trabalho: crise econômica e ação política no ABC. Cad. CRH, Ago 2010, vol.23, nº59, p.339-351. ISSN 0103-4979

RODRIGUES, Iram Jacome Rodrigues. *Relações de trabalho no ABC paulista na década de 1990*. In: J.R.Ramalho & M.A.Santana (orgs). Trabalhadores, Sindicatos e a Nova Questão Social. São Paulo: Boitempo editorial, 2003.

RODRIGUES, Leôncio Martins. *Destinos do Sindicalismo*. São Paulo: Edusp, 1992.

SANTANA, Marco Aurélio. *O Sindicalismo Brasileiro nos anos 1980/2000: Do Ressurgimento à Reorientação*. Cadernos Adenauer, ano 3, nº2. Rio de Janeiro: Fundação Konrad Adenauer, 2002.

SINGER, André. A (falta) de base política para o ensaio desenvolvimentista. In: SINGER, André; LOUREIRO, Isabel (Orgs) *As Contradições do Lulismo – a que ponto chegamos?* São Paulo: Boitempo editorial, 2016.

SINGER, André; LOUREIRO, Isabel. Elementos para uma cartografia do desenvolvimento lulista. In SINGER, André; LOUREIRO, Isabel (Orgs) *As Contradições do Lulismo – a que ponto chegamos?* São Paulo: Boitempo editorial, 2016.

Véras de Oliveira, Roberto. Precarious work, development and the social question in Brazil : A tortuous and difficult path / Roberto Véras de Oliveira. - São Paulo : Friedrich-Ebert-Stiftung Brasil, May 2017. - 25 Seiten = 730 KB, PDF-File. - (Análise / Friedrich Ebert Stiftung Brasil ; No 25) Electronic ed.: São Paulo : FES, 2017 ISBN 978-85-9565-004-6 [http://library.fes.de/pdf- files/bueros/brasilien/13404.pdf](http://library.fes.de/pdf-files/bueros/brasilien/13404.pdf)

VÉRAS DE OLIVEIRA, Roberto. Sindicalismo e Democracia no Brasil: do novo sindicalismo ao sindicato cidadão. São Paulo: Annablume, 2011.